

Pembina Branch. 120. Le gouvernement McKenzie a encore favorisé les Etats-Unis en construisant le chemin de fer de Pembina à Fort Garry, qui aura pour effet d'envoyer aux Etats-Unis le commerce du Pacifique Canadien. Récemment, il voulait même perdre le contrôle de cette route importante, en la louant pour quatre-vingt-dix-neuf ans.

Navigation des Canaux. 130. Non seulement l'exécution des Travaux Publics est confiée aux étrangers au grand détriment des canadiens, le commerce et la navigation du Canada leur sont aussi abandonnés.

Traité de Washington. Le Traité de Washington, que la Grande Bretagne a imposé au Canada pour des raisons d'état, accorde aux américains l'usage des canaux du St. Laurent en considération de l'usage de leurs canaux pour les canadiens. L'Article 27 se lit comme suit :

“ Le gouvernement de Sa Majesté Britannique s'engage à presser le gouvernement du Canada d'assurer aux citoyens des Etats-Unis l'usage des canaux de Welland, du Saint Laurent et autres situés en Canada, sur un pied d'égalité avec ses habitants ; et le gouvernement des Etats-Unis s'engage à faire jouir les sujets de Sa Majesté Britannique de l'usage du canal de Sainte Claire, sur un pied d'égalité avec les habitants des Etats Unis ; il s'engage, en outre, à presser le gouvernement des Etats, à assurer aux sujets de Sa Majesté Britannique l'usage des divers canaux situés dans les divers Etats et se rattachant à la navigation des lacs et des rivières traversés par la ligne de frontière entre les possessions des hautes parties contractantes, ou qui y sont contigus, sur un pied d'égalité avec les habitants des Etats-Unis.”

Personne ne s'attendait qu'en vertu de cet article, les libéraux concéderaient aux américains la navigation de nos canaux, sans en rien exiger en retour. Il est vrai qu'en 1875, le gouvernement McKenzie arrêta dans le canal Chambly tout un convoi de vaisseaux américains, précisément parce que les Etats-Unis refusaient aux canadiens l'entrée de leurs canaux, entr'autres celui de Whitehall. Le gouvernement McKenzie prétendait alors, comme les conservateurs, que l'usage des canaux canadiens avait été concédé à cette condition. Bientôt l'influence américaine, qui avait fait monter le parti libéral au pouvoir en 1873, l'emporta à Ottawa ; l'arrêt des vaisseaux saisis dans le canal Chambly fut levé, et depuis lors la navigation est entièrement entre les mains de nos voisins. Ils se sentent si forts à Ottawa qu'ils ne se gênent pas à Lachine et ailleurs de transporter de la pierre et autres articles de commerce à bord de vaisseaux américains d'un port canadien à un autre, et cela pendant que nos barges et nos bateaux à vapeur séchent sur les chantiers. C'est ce mépris des droits des Canadiens qui a engagé toutes les compagnies de navigation à opposer l'administration McKenzie.